

Debré contre U.N.E.F.

L'Association Générale des Etudiants de Nantes a organisé les 17 et 18 novembre deux journées d'études ayant pour thème la liaison Université-Entreprise. Ces journées ont débouché sur la création d'un bureau « Liaison Université-étudiants-économie », qui présentera dans quelques mois des projets concrets sur le plan régional. Selon les résultats, l'expérience pourrait être étendue au plan national. Ainsi en ont décidé les responsables de l'A.G.E. de Nantes, appuyés par M. Olivier Giscard d'Estaing, président de l'Association Européenne des jeunes chambres économiques, et M. Rouchet, industriel nantais.

Les décisions ont été prises contre la volonté de l'U.N.E.F.

De quoi s'agit-il exactement ?

CHACUN sait aujourd'hui que l'Université est incapable de fournir à l'économie nationale les cadres dont elle a besoin ; l'archaïsme de ses structures et son sous-équipement l'en empêchent. Chacun a aussi conscience de la nécessité d'assurer une liaison entre l'Université et l'économie, de préparer le passage des étudiants d'un enseignement trop théorique à leur insertion dans la pratique de leur future profession.

Mais alors pourquoi cette opposition de l'U.N.E.F. à l'initiative de l'A.G.E. de Nantes ?

Il s'agit là d'un épisode (un de plus) qui oppose le mouvement étudiant à M. Michel Debré. En effet, il existe déjà des organismes chargés d'assurer cette liaison entre les étudiants et l'entreprise : les comités de liaison étudiants-entreprises, qui fonctionnent dans le cadre des centres régionaux des œuvres universitaires, organismes cogérés par les représentants de l'Education Nationale et de l'U.N.E.F. Pourquoi, dès lors, l'A.G.E. de Nantes créerait-elle dans cette ville un organisme, soi-disant indépendant, en réalité financé par des entreprises privées, alors que le centre des œuvres universitaires vient de voter les crédits nécessaires à l'installation d'un comité de liaison étudiants-entreprises, à Nantes ? Tout simplement, parce qu'elle est une des dernières A.G.E. de province encore hostile à l'U.N.E.F. et entrant, par conséquent, dans le jeu du premier ministre.

Ce que **Le Figaro** appelle une opposition de doctrine, n'est en réalité, que l'expression d'une des intrigues familières à M. Debré. L'opposition de fond intervient non sur le principe mais sur le mode de financement. L'U.N.E.F. est, à juste titre, hostile à une participation financière des entreprises privées à l'enseignement supérieur. En l'acceptant, l'A.G.E. de Nantes entre pleinement dans le jeu du patronat français. Il est vrai que les deux journées d'études n'ont pas connu un grand succès.

Jacques Tollivier